

La problématique centrale pour la politique économique : comment créer des emplois durables qui remplacent ceux irréversiblement détruits par la crise dans les pays de l'OCDE ?

La crise va détruire irréversiblement un grand nombre d'emplois dans les pays de l'OCDE, avec :

- ***la contraction de la taille de certains secteurs (construction, services financiers...)*** ;
- ***le recul durable de la demande pour les biens achetés à crédit, avec le désendettement, et le recul durable du niveau du commerce mondial*** ;
- ***l'accélération des délocalisations.***

Nous estimons, de manière approximative, les pertes durables d'emplois à :

- ***4,5 % de l'emploi total d'avant crise aux Etats-Unis***
- ***5 % au Royaume-Uni***
- ***2 % en Allemagne***
- ***2 % en France***
- ***2,5 % en Italie***
- ***7,5 % en Espagne***
- ***2,25 % au Japon***

La problématique pour les politiques économiques est donc :

- ***d'être capable de compenser ces pertes définitives d'emplois, en créant de nouveaux emplois, ce qui peut se faire par des politiques macroéconomiques ;***
- ***sans qu'il s'agisse essentiellement d'emplois peu qualifiés à niveaux de revenu et de productivité faible ;***
- ***ou d'emplois seulement transitoires liés aux plans de relance.***

Destructions d'emplois dans les pays de l'OCDE

Nous pensons que la crise conduit à **des pertes définitives d'emplois dans les pays de l'OCDE** (nous regardons les Etats-Unis, le Royaume-Uni, les quatre plus grands pays de l'OCDE, le Japon), avec, à des degrés différents selon les pays :

- la contraction irréversible de la taille de certains secteurs (construction, services financiers) ;
- le recul de la demande pour les biens achetés à crédit (en plus de la construction résidentielle, automobiles, biens durables des ménages, une partie de l'investissement productif des entreprises) ;
- l'accélération des délocalisations (recherche des marchés en croissance, recherche de coûts salariaux plus faibles...).

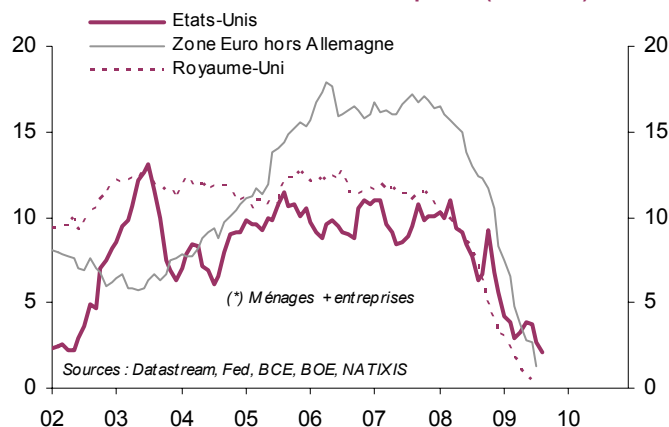
1 Contraction irréversible de la taille de certains secteurs

La crise est surtout liée dans la plupart des pays de l'OCDE au passage à une **dynamique de désendettement du secteur privé (graphique 1)**, ce qui **réduit l'investissement résidentiel, (graphique 2), la demande des autres biens liés au crédit.**

La crise se transmet aux autres pays (Allemagne et Japon en particulier) par **le recul induit du commerce mondial (graphique 3)**, lié au poids important (plus de 50 %) des biens liés à la construction résidentielle ou au crédit dans le commerce mondial.

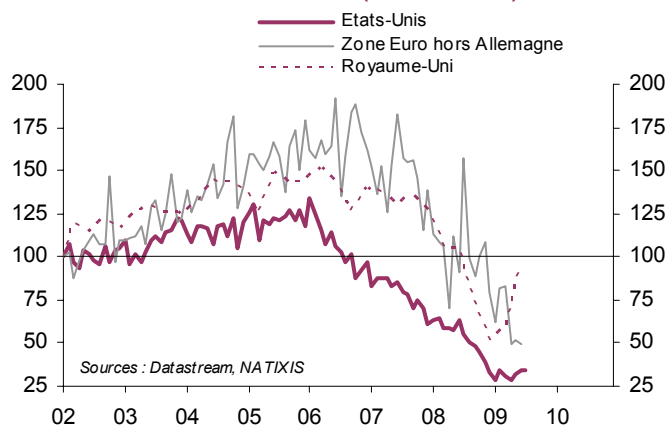
Graphique 1

Crédits bancaires au secteur privé* (GA en %)



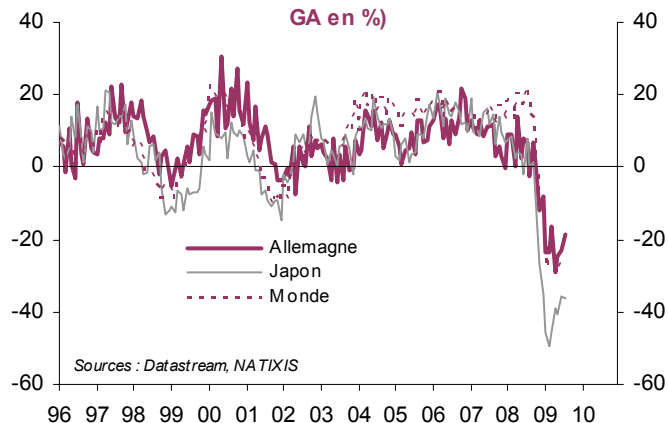
Graphique 2

Mises en chantier (100 en 2002:1)



Graphique 3

Exportations en valeur (en monnaie locale, GA en %)

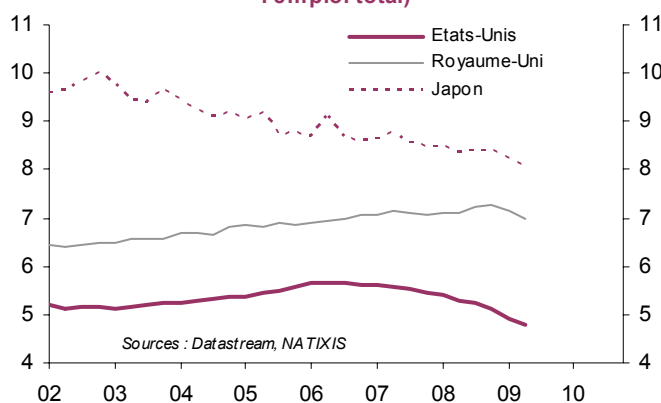


De plus, la **crise bancaire** qui a accompagné la crise économique **conduit les banques à réduire la taille de certaines activités** : trading, titrisation, structuration, dérivés complexes.

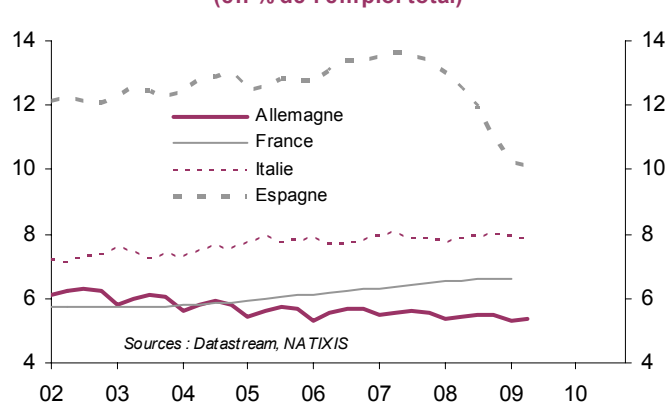
On s'attend donc d'abord à **une réduction durable de la taille** :

- de **l'industrie de la construction (graphiques 4 a/b)**, liée à la perspective de retour à un niveau de construction résidentielle plus faible qu'avant la crise dans la plupart des pays (**graphiques 5 a/b**).

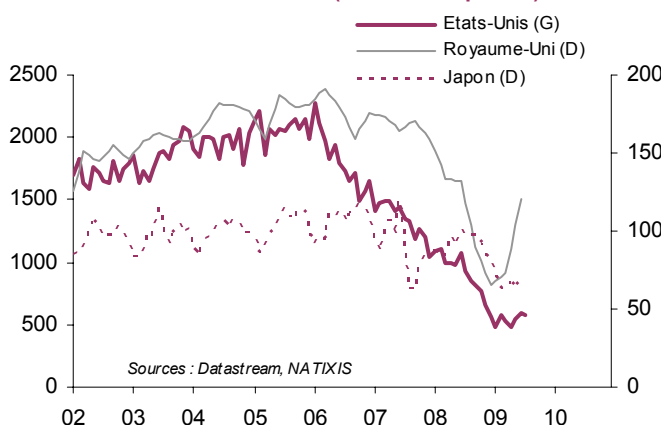
Graphique 4 a
Part de l'emploi dans la construction (en % de l'emploi total)



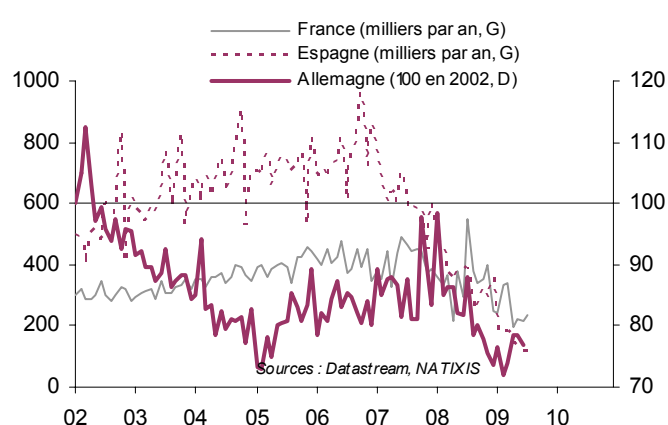
Graphique 4 b
Part de l'emploi dans la construction (en % de l'emploi total)



Graphique 5 a
Mises en chantier (en milliers par an)



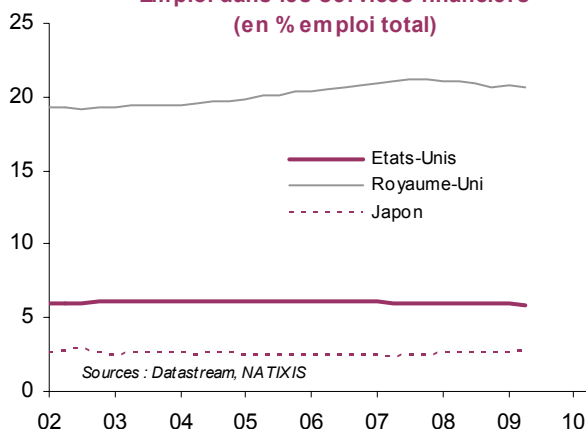
Graphique 5 b
Mises en chantier



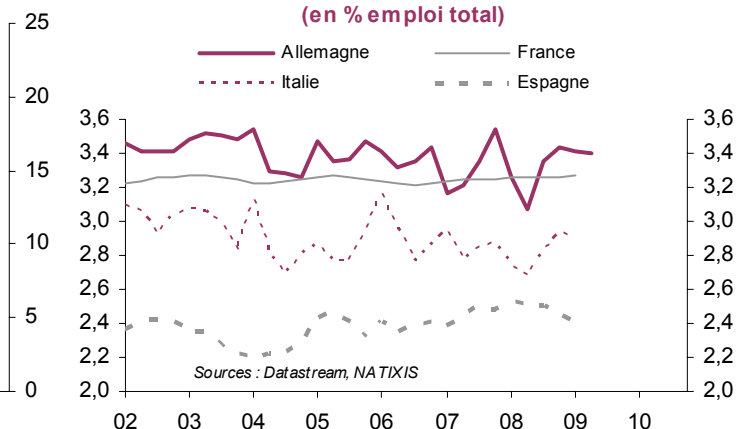
On peut ici atteindre **une perte d'emplois (en % de l'emploi total)** de 2 % aux Etats-Unis, 1 % au Royaume-Uni, 0,5 % au Japon, 0 % en Allemagne, 1,5 % en France, 0,5 % en Italie, 5 % en Espagne ;

- des **services financiers**, surtout dans les pays où ils étaient très développés avant la crise (**graphiques 6 a/b**).

Graphique 6 a
Emploi dans les services financiers
(en % emploi total)



Graphique 6 b
Emploi dans les services financiers
(en % emploi total)

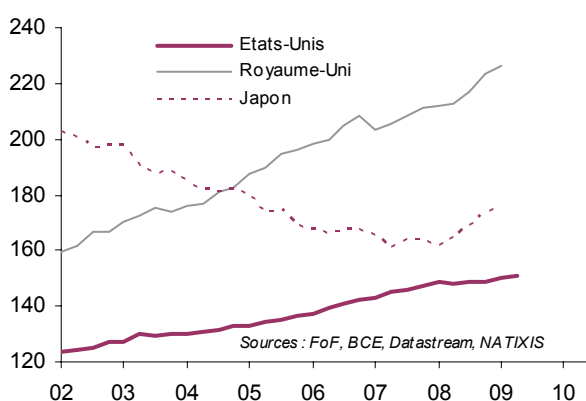


On peut s'attendre ici à une **perte d'emplois** (par rapport à l'emploi total) de 1 % aux Etats-Unis, 3 % au Royaume-Uni, 0 % au Japon, 0 % en Allemagne, 0 % en France, 0 % en Italie, 0,5 % en Espagne.

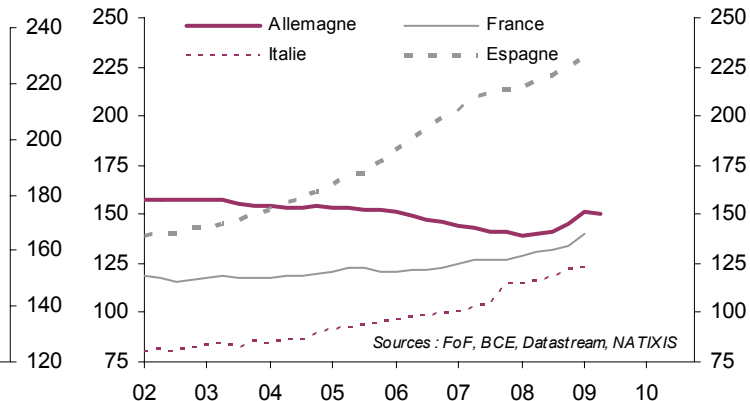
2 Recul irréversible de la demande pour les autres biens liés au crédit

Le désendettement des agents économiques privés fait disparaître la partie de la demande qui était avant la crise financée par la hausse de leur endettement (graphiques 7 a/b).

Graphique 7 a
Dettes des ménages et des entreprises
(en % du PIB)

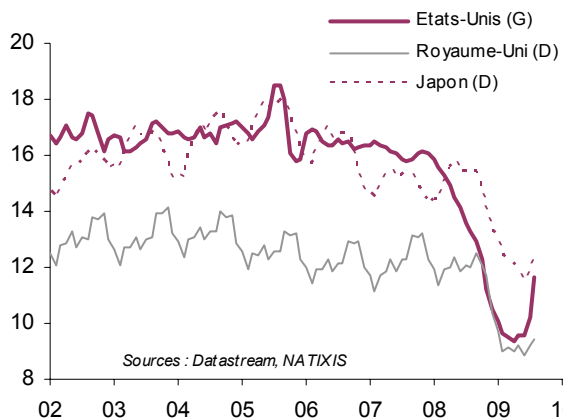


Graphique 7 b
Dettes des ménages et des entreprises
(en % du PIB)

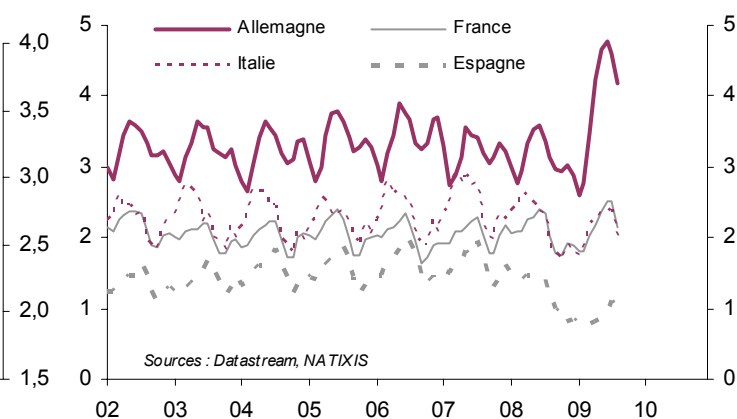


Outre l'investissement résidentiel, il s'agit de **l'automobile, des autres biens durables des ménages, de l'investissement productif des entreprises**. Lorsque les aides publiques cesseront, on sait qu'il y aura **un recul important des ventes de voitures** (graphiques 8 a/b).

Graphique 8 a
Ventes de voitures (en millions par an)

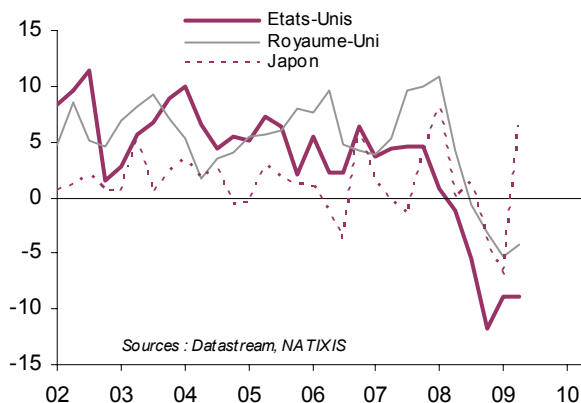


Graphique 8 b
Ventes de voitures (en millions par an)

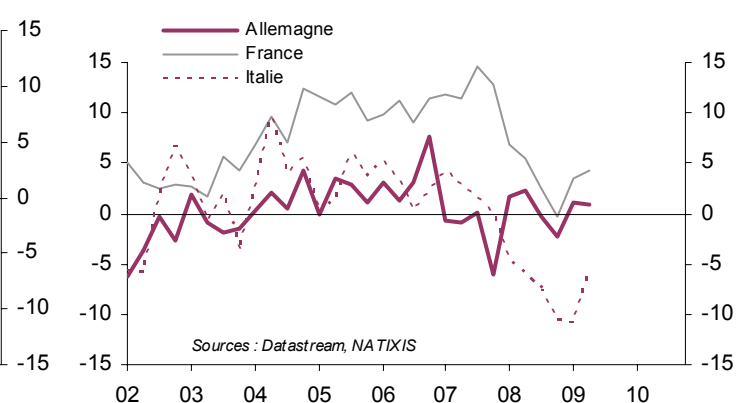


Les achats totaux de **biens durables des ménages (graphiques 9 a/b)** ont fortement reculé aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Italie.

Graphique 9 a
Consommation des ménages en biens durables (volume, GA en %)

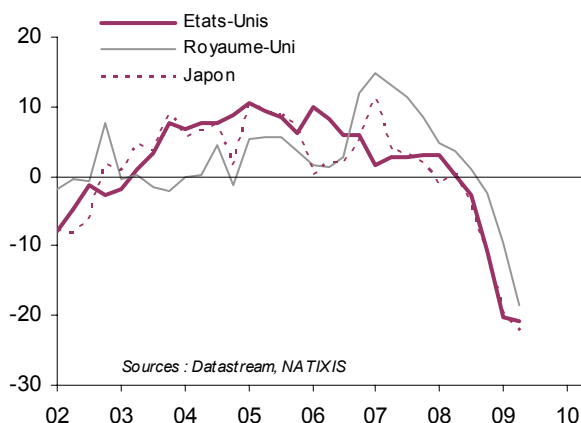


Graphique 9 b
Consommation des ménages en biens durables (volume, GA en %)

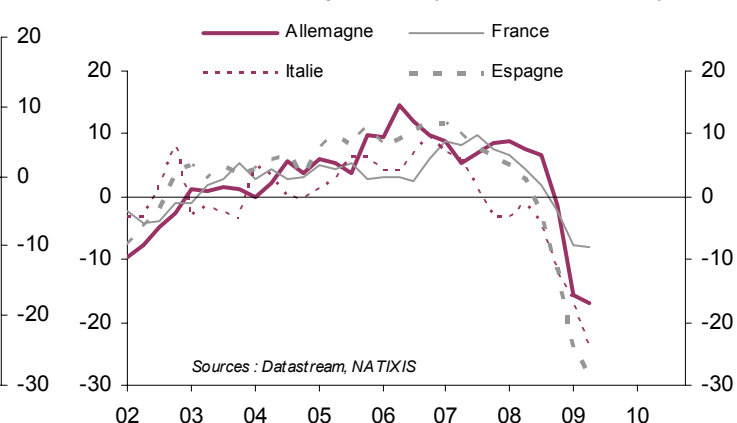


L'investissement productif des entreprises (graphiques 10 a/b) recule déjà **violemment** partout, en partie avec le désendettement des entreprises, en partie en réaction au recul de la demande des ménages.

Graphique 10 a
Investissement productif (en volume, GA en %)



Graphique 10 b
Investissement productif (en volume, GA en %)



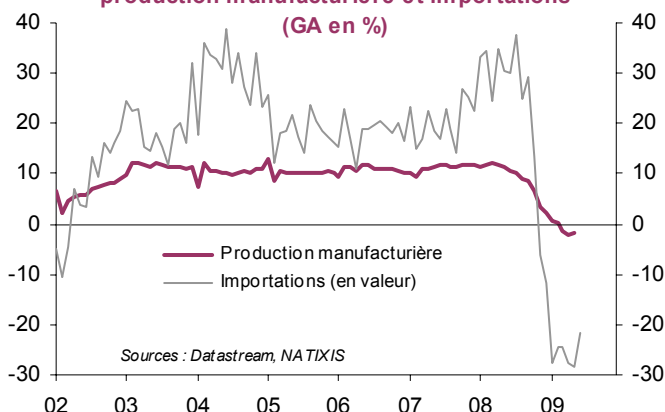
Nous retrouverons ces reculs de la demande pour les biens durables des ménages et pour les biens d'équipement des entreprises lorsque nous évaluerons les pertes d'emplois manufacturiers.

3 Recul du commerce mondial

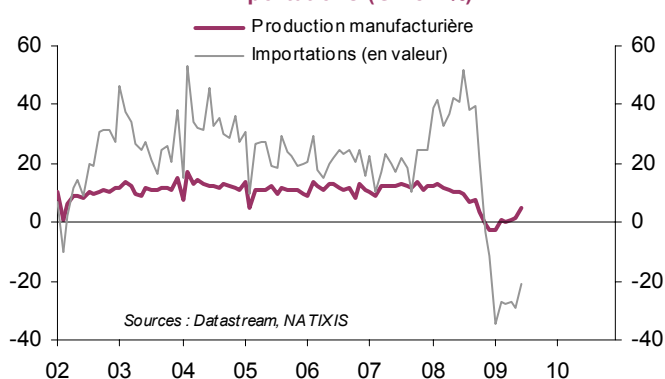
Le recul du commerce mondial vient :

- du recul de la partie de la demande liée au crédit dans les pays où le désendettement du secteur privé se produit (voir ci-dessus) ;
- de la substitution de la production domestique aux importations qui est une évolution importante dans les pays émergents (graphique 11 a), en particulier en Asie (graphique 11 b).

Graphique 11 a
Ensemble des émergents y c Russie et OPEP:
production manufacturière et importations
(GA en %)



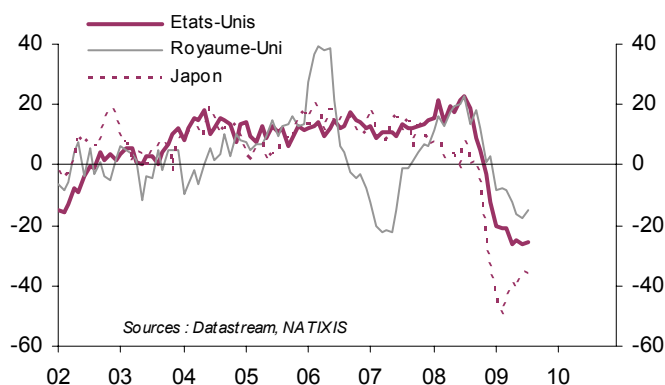
Graphique 11 b
Ensemble des émergents d'Asie y c Chine et Inde : Production manufacturière et importations (GA en %)



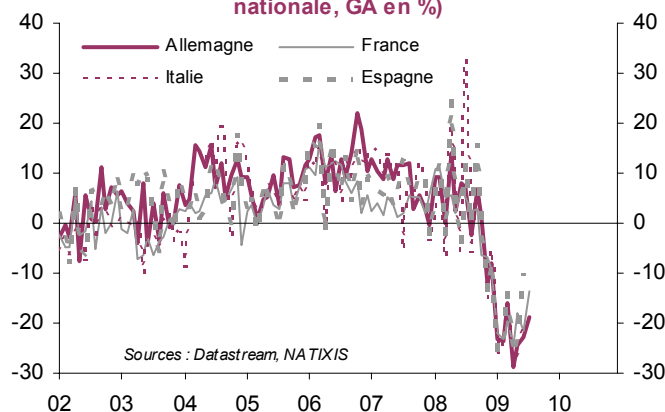
Ces deux **déterminants du recul du commerce mondial sont durables** : le recul de la demande intérieure est lié au désendettement, la substitution de la production domestique aux importations dans les pays émergents est liée au bas niveau de gamme des produits destinés au marché intérieur des pays émergents.

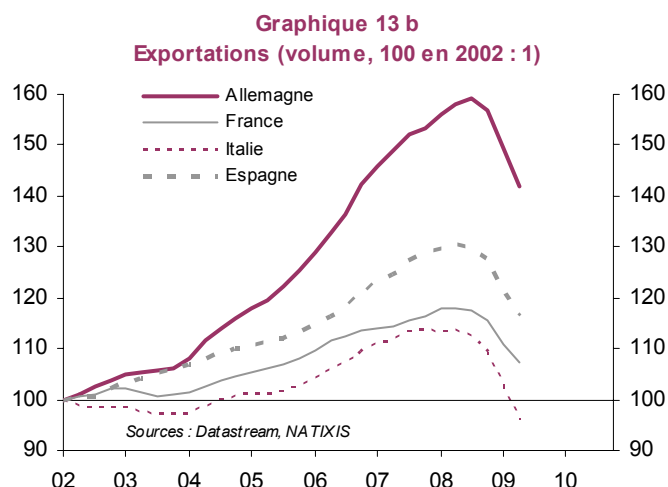
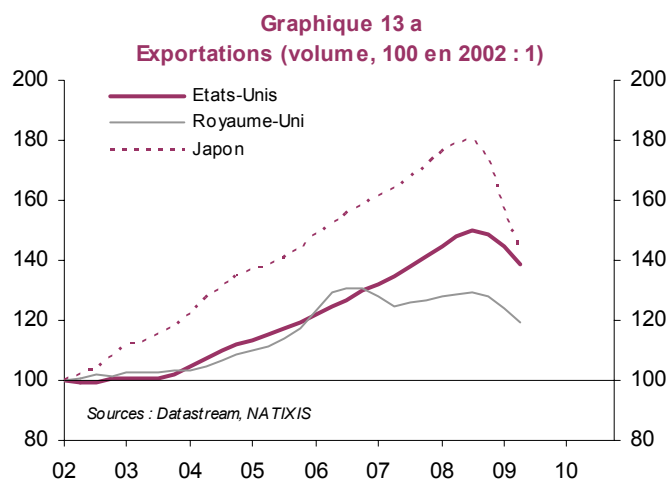
Il faut donc s'attendre, même si les exportations augmentent à nouveau, à une perte définitive de niveau d'exportation dans les pays de l'OCDE (graphiques 12 a/b ; 13 a/b).

Graphique 12 a
Exportations totales en valeur (en monnaie nationale, GA en %)



Graphique 12 b
Exportations totales en valeur (en monnaie nationale, GA en %)



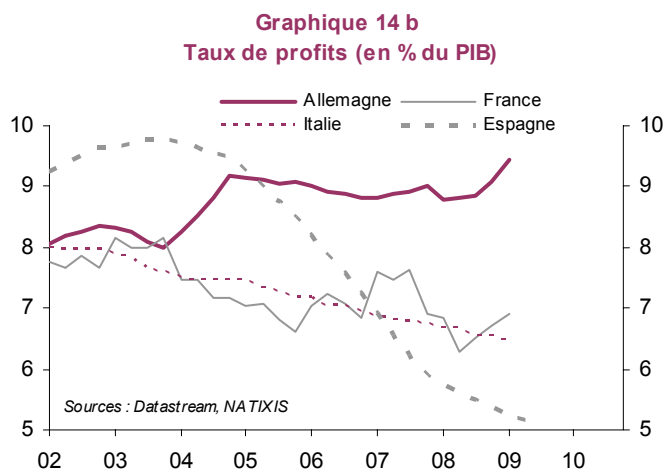
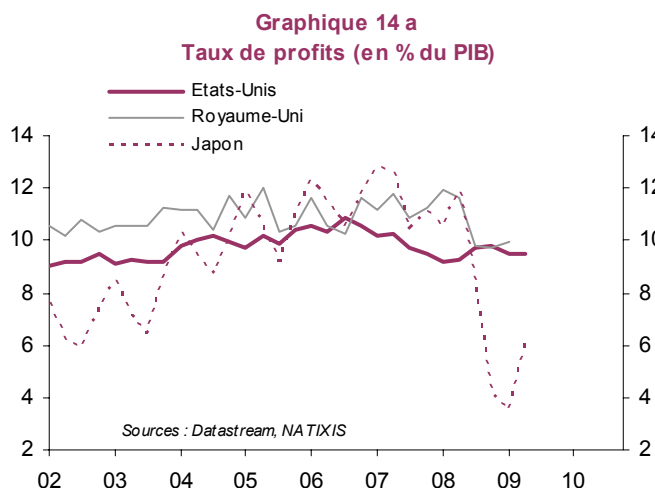


Le niveau d'exportations en volume a déjà reculé de 10 à 25 % selon les pays.

4 Délocalisations

Nous pensons que **les délocalisations vont s'accélérer dans les pays de l'OCDE avec :**

- la faiblesse du marché intérieur (voir plus haut),
- la recherche de coûts de production plus bas pour restaurer la rentabilité (**graphiques 14 a/b**).



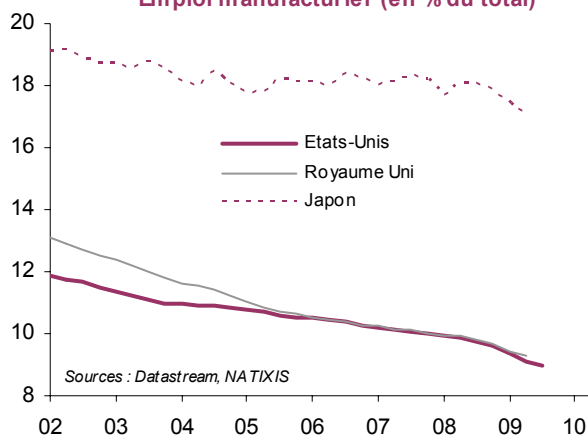
On doit donc atteindre au total **une perte irréversible d'emplois manufacturiers avec :**

- **le recul durable de la demande liée au crédit** (autos, biens durables, biens d'équipement),
- **le recul durable du commerce mondial et des exportations,**
- **l'accélération des délocalisations.**

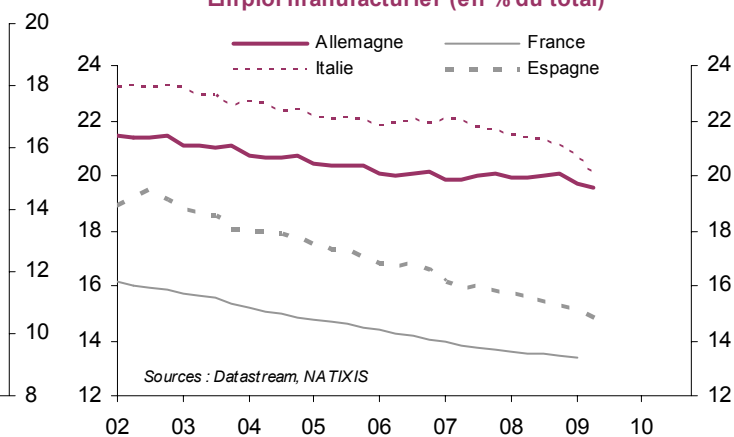
On peut évaluer **ces pertes totales irréversibles d'emplois manufacturiers (graphiques 15 a/b ; 16 a/b)** à :

- 1,5 % de l'emploi total d'avant crise aux Etats-Unis
- 1 % au Royaume-Uni
- 2 % en Allemagne
- 0,5 % en France
- 2 % en Italie
- 2 % en Espagne
- 1,75 % au Japon

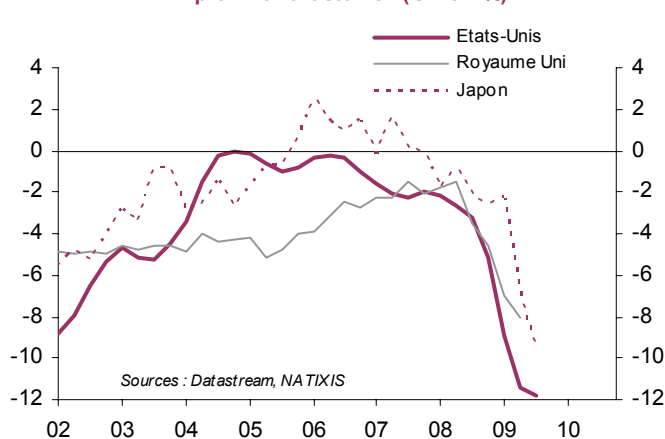
Graphique 15 a
Emploi manufacturier (en % du total)



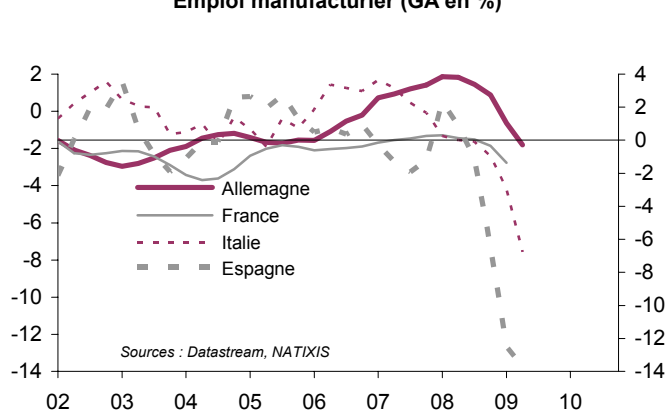
Graphique 15 b
Emploi manufacturier (en % du total)



Graphique 16 a
Emploi manufacturier (GA en %)



Graphique 16 b
Emploi manufacturier (GA en %)



Ceci nous permet d'arriver à une estimation (grossière) des pertes totales irréversibles d'emploi :

- 4,5 % de l'emploi total d'avant crise aux Etats-Unis
- 5 % au Royaume-Uni
- 2 % en Allemagne
- 2 % en France
- 2,5 % en Italie
- 7,5 % en Espagne
- 2,25 % au Japon

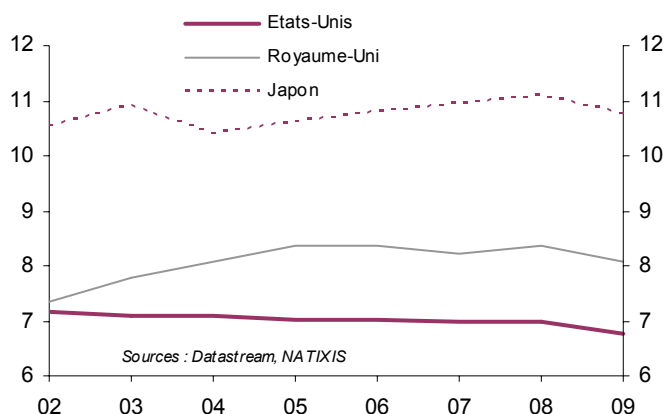
Synthèse : quelles politiques économiques face à ces pertes d'emplois ?

Face à ces pertes considérables d'emplois, la seule politique économique efficace consiste à créer de nouveaux emplois durables et non transitoires, en nombre suffisant.

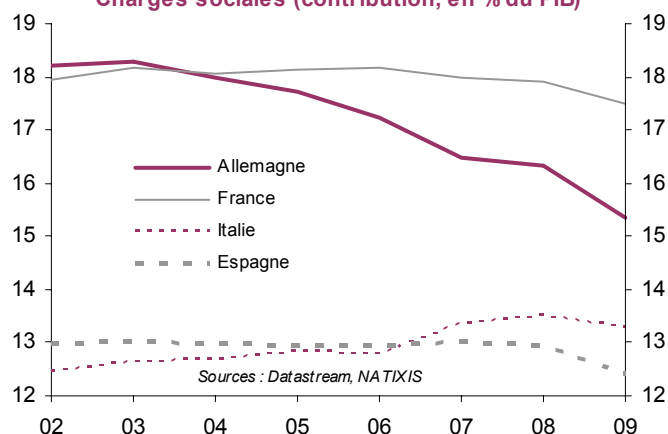
Ceci peut se faire :

- **par des politiques sectorielles** (emplois "verts", emplois de services, relance industrielle, nouvelles technologies) ;
- **par des politiques macroéconomiques**, par exemple la **baisse de la taxation du travail** (graphiques 17 a/b) compensée par la taxation de l'énergie, des émissions de CO₂.

Graphique 17 a
Charges sociales (contribution, en % du PIB)



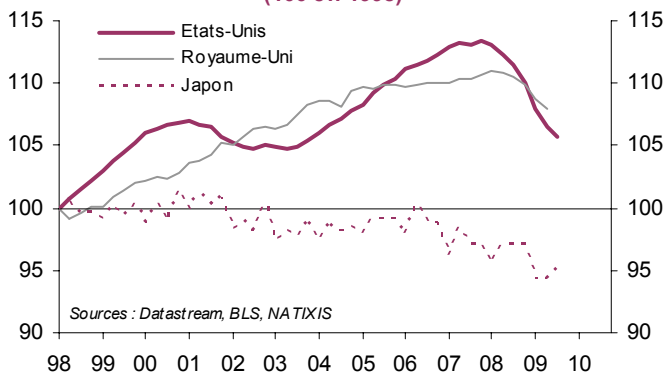
Graphique 17 b
Charges sociales (contribution, en % du PIB)



Les deux pièges à éviter sont clairs :

- **ne créer que des emplois transitoires** liés à des plans de relance contracycliques,
- **ne créer que des emplois peu qualifiés à niveau de salaire faible** (par exemple dans les secteurs protégés, comme dans le passé) **substitués aux emplois qualifiés industriels perdus**, ce qui se faisait déjà massivement aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Espagne, en France (graphiques 18 a/b).

Graphique 18 a
Emploi dans la distribution, services aux particuliers, construction, transport et loisir (100 en 1998)



Graphique 18 b
Emploi dans la distribution, services aux particuliers, construction, transport et loisir (100 en 1998)

